

Rodolphe CHRISTIN, Philippe GODARD, Jean-Christophe GIULIANI et Bernard LEGROS, *Le Travail, et après ?*

Montréal, Éd. Écosociété, 2017, 112 pages

Gilles Rouet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12885>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 365-366

ISBN : 978-2-8143-0519-9

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gilles Rouet, « Rodolphe CHRISTIN, Philippe GODARD, Jean-Christophe GIULIANI et Bernard LEGROS, *Le Travail, et après ?* », *Questions de communication* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 31 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/12885>

Tous droits réservés

le concevait Paul Ricoeur (*Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*, Paris, Éd. Le Seuil, 1986), dans la conflictualité entre deux pôles : l'idéologie, tendant au maintien et à la reproduction de l'ordre social, ébranlée au contact de l'utopie, tendant à sa subversion et à sa transformation, celle-ci étant entre autres nourrie par un besoin de dignité et de reconnaissance-reprise d'une place dans l'Histoire. En ce sens, il est à saisir dans une dialectique entre réel, symbolique et imaginaires.

Véronique Magaud

Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3
magaudv@yahoo.fr

Rodolphe CHRISTIN, Philippe GODARD, Jean-Christophe GIULIANI et Bernard LEGROS, *Le Travail, et après ?*
Montréal, Éd. Écosociété, 2017, 112 pages

Ce petit livre invite à envisager un avenir sans travail, sans travail pour tous, une fiction qui pourrait devancer la réalité, comme l'explique l'introduction qui fait référence à *Trepalium* (p. 9). Dans cette série télévisée française, la société est divisée en deux : 80 % de la population survivent « sans travail » tandis que 20 %, de l'autre côté d'un mur bien gardé, s'inscrivent dans une servitude volontaire, acceptant un « travail » qui leur permet de rester du bon côté. Autre élément de cadrage : les débats sur le revenu universel ou le revenu de base, médiatisés en France lors de la dernière campagne présidentielle, dans un contexte de chômage qui caractérise négativement le pays en comparaison avec les autres membres de l'Union européenne, n'ont pas seulement porté sur les logiques de solidarité ou de devoir des sociétés envers les citoyens, mais ont aussi mis en évidence les conséquences de l'évolution du travail, alors que la robotisation et l'automatisation transforment les environnements professionnels.

Les quatre textes de l'ouvrage s'inscrivent dans cette perspective : le « travail » n'est pas « un absolu tombé du ciel » (p. 10) et ne peut pas être assimilé à un ensemble d'activités librement choisies, il s'agit d'un phénomène de civilisation, indissociable de monde « de la production et de la surproduction », « de la consommation et de la surconsommation », ce qui n'est plus considéré comme possible, notamment pour des raisons « écologiques » (p. 11).

Dans le premier texte, « Après le travail » (pp. 13-42), Rodolphe Christin propose une discussion sur le « mot-valise » travail qu'il s'agit d'envisager selon « les cultures et les époques » (p. 17). Le « travail salarié et la norme généralement admise – soit occuper en permanence un emploi pour gagner sa vie – sont battus en brèche par

l'évolution de la société » (pp. 18-19). Comme le plein-emploi est un « mythe saturé », il faut donc « repenser la place du travail dans la société » (p. 19), en particulier du fait même de l'évolution de la robotisation. L'auteur explicite assez peu les concepts de travail, emploi, métier, activité, et l'analyse est assez classique : le travail est non seulement en raréfaction, mais il génère aussi des « frustrations destructrices » (p. 22). C'est que, comme dans *Trepalium*, il n'y aura bientôt plus « d'emplois salariés décents pour tout le monde » (une affirmation qu'il s'agirait de démontrer). De plus, comme la « valeur travail » est en voie de disparition, le « travail » ne sera plus un intégrateur social, une structuration de la vie collective (p. 23). Cette analyse est loin d'être nouvelle : pour Jeremy Rifkin (*La Fin du travail*, trad. de l'américain par P. Rouve, Paris, Éd. La Découverte, 1997 [1995]) et Dominique Méda (*Le Travail. Une valeur en voie de disparition ?*, Paris, Flammarion, 1995), le travail, qui fonde l'appartenance économique et sociale, donc constitutif de la société et du lien social, est en transformation, voire en disparition dans sa forme dominante actuelle. Pour autant, avec cette mutation annoncée, le travail peut ne pas disparaître, mais changer radicalement, et il est évidemment légitime de s'interroger sur sa finalité, dans sa forme actuelle comme à l'avenir éventuel.

Alors que faire ? Rodolphe Christin invite le lecteur à revenir sur l'histoire du capitalisme et du travail salarié. Avec la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), « imposture » (p. 25), « posture politique » (p. 30), « les entreprises institutionnalisent [...] leurs propres normes au nom de l'intérêt général » (p. 32). Grâce à cette nouvelle dimension morale, « le management remplace la politique » (p. 33).

En plus de la précarité, la culpabilité guette alors les chômeurs. Plus le modèle du travail salarié s'épuise, plus la précarité augmente et l'auteur termine le premier chapitre avec un développement sur le nécessaire revenu permettant à chacun « de pouvoir vivre sereinement une existence sobre » (p. 39), un « revenu d'existence » (p. 41) dans le cadre d'une « nouvelle configuration », mettant l'accent sur l'autonomie de chacun, les « savoir-faire manuels et l'autoproduction » (p. 39) et une réévaluation des technologies, car « la machine déshumanise le travail et rend l'homme accessoire » (p. 40). Il s'agit d'un « changement culturel d'ampleur » susceptible de délivrer les sociétés « des affres d'une soumission marchande sans frontières ni limites » (p. 42).

Pour sa part, Jean-Christophe Giuliani fournit des éléments pour « comprendre comment les cadres et les classes moyennes [...] acceptent d'abandonner

leur liberté sans y être contraints par la force » (p. 43). La formule de La Boétie n'est pas seulement d'actualité au niveau des problématiques du travail salarié (voire d'autres formes de travail). Il l'est aussi pour le quotidien des pratiques et des usages, de Facebook à Google : chacun participe par ses clics et ses traces à la mise en place d'un nouveau modèle économique à l'échelle planétaire.

Convoquant Gabriel Tarde, Michel Foucault, Pierre Bourdieu, Martin Heidegger, Thorstein Veblen, Carl Jung et Karl Marx, cette partie relie le travail (« au sens de la pratique quotidienne d'une activité professionnelle » (p. 48) – pourquoi « quotidienne », peut-être pour faire référence aux aspects absents de l'ouvrage : les contrats, conventions, liens de subordination, l'emploi) aux problématiques identitaires, à l'existence sociale et enfin à l'aliénation au travail, au « statut professionnel ». Il s'agirait donc, et ce point rejoint les conclusions du texte précédent, d'aider les travailleurs à « s'affranchir », par des « nouvelles pratiques quotidiennes », sociales : voilà l'un des enjeux de la réduction du temps de travail, une mesure qui pourrait, en augmentant le temps libre de chacun, modifier les processus d'identification et donc de « servitude volontaire ». Mais est-ce si simple ?

En outre, Bernard Legros s'intéresse à la décroissance et élargit le champ du « travail » aux « tâches productives autonomes », des activités « aussi consubstantielles que le travail à notre condition humaine » (p. 60). Il s'agit de rejeter la « centralité » du travail (p. 66), travailler moins et développer le *care*, et mettre en œuvre une « période de transition » avec la décroissance : « moins produire » (p. 67), « moins consommer » (p. 68), « remplacer le couple producteur-usager par le rapport communautaire » (p. 81). Finalement, ce texte est peut-être le plus intéressant de l'ouvrage, en particulier par ses références et sa dimension philosophique, notamment sur la science et la technique (pp. 72-74), et l'explication de « pistes de sortie » : vers un « humanisme bio-centré » (p. 74), un « autre rapport au temps » (p. 78), des « métiers plutôt que des emplois » (p. 80).

L'ouvrage se termine par un texte de Philippe Godard, « la pédagogie au travail » (p. 85), consacré aux systèmes éducatifs. « Une pédagogie de la liberté est possible » (p. 86) et pourrait mener au « déclic émancipateur » (p. 89). Pour cela, l'École doit rompre avec « l'idéologie du travail » et la promotion de « la nécessaire conformité des enfants au futur monde du travail » (p. 92). L'homme épiméthéen d'Ivan Illich apporte à l'auteur un élément essentiel pour esquisser une nouvelle configuration pédagogique. Mais

comment ? En faisant « détester l'exploitation » aux enfants (p. 104), une ode donc à la liberté, mais *quid* alors de la « servitude volontaire » et des mécanismes d'identification exposés dans les chapitres précédents ?

La conclusion de ce livre est sans surprise : les auteurs revendiquent d'avoir pensé « contre le travail » (p. 105), sans avoir d'illusion sur « l'effondrement définitif du productivisme ». En fin de compte, leur projet est d'espérer un monde « plus libre », des sociétés de « l'après-travail » animées par de « nouvelles formes de vie collective ».

Les thèses de cet ouvrage sont désormais bien partagées et discutées et l'intérêt des arguments défendus repose certainement plus dans les références mobilisées (mais incomplètes), que dans la nouveauté des thèses développées. De plus, il serait intéressant de confronter les idées avancées à celles d'autres auteurs, par exemple, John Rawls et Amartya Sen, ou encore Albert Hirschman et Zygmunt Bauman... On peut aussi se demander si le travail va vraiment manquer, s'il s'agit d'une « fin » ou d'une transformation (Dominique Schnapper), si la centralité du travail peut réellement disparaître (Robert Castel et Jean-Paul Fitoussi), et si une nouvelle forme de régulation étatique peut provoquer une évolution positive ? On peut aussi s'interroger sur les *Nouvelles frontières du travail subordonné* (Héloïse Petit, Nadine Thèvenot, dirs., Paris, Éd. La Découverte, 2006). En définitive, on a là un ouvrage bien écrit, qui aborde les thématiques de la transformation du travail salarié et des sociétés capitalistes de manière simple et pédagogique, et surtout dont le style et les références permettent facilement aux lecteurs de développer leurs propres approches critiques.

Gilles Rouet

Larequi, université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, F-78280
gilles.rouet@uvsq.fr

Sigolène COUCHOT-SCHIEK, coord., *Le Genre*
Paris, Éd. EPS, coll. Pour l'action, 2017, 128 pages

L'univers du sport est marqué par une reproduction des normes de genre, notamment dans le choix des pratiques sportives en fonction des sexes. Selon Catherine Louveau (Annick DAVISSE, Catherine Louveau, 1998, *Sport, école, société. La différence des sexes*, Paris, Éd. L'Harmattan), les femmes s'investissent plus dans des disciplines dites « gracieuses » au détriment des sports « virils ». En 2016, la Fédération française d'équitation recensait 82,9 % de femmes licenciées contre 5,7 % de pratiquantes chez celle de football. Les